

Parmi les lieux communs qui accompagnent

habituellement toute prise de parole, experte ou non, à propos du Maroc, le plus inévitable est celui qui évoque un pays de paradoxes. Sans, le plus souvent, que soit explicité de quels paradoxes il s'agit autrement qu'en termes assez platement binaires : un pays froid où le soleil tape fort, comme aurait dit Lyautey, où la richesse la plus insolente côtoie la plus abjecte misère, le raffinement le plus subtil la plus extrême brutalité et les archaïsmes les plus pesants des avancées fulgurantes de la « post-modernité ». Mon propos est de m'emparer de l'un de ces paradoxes et, en quelque sorte, de le déployer : examiner quel angle de vue il ouvre sur ce que l'on s'accordera à identifier comme la « réalité marocaine » et me demander comment, en tant que paradoxe, il produit des effets — effets de représentation ou de représentabilité et effets de transformation de ladite réalité.

Le paradoxe, dont il est ici question, tel qu'il m'apparaît ou que je le construis : comment rendre compte du fait que dans un pays où le taux d'analphabétisme dépasse 56 % de la population adulte, le marché de la presse aligne, toutes langues, catégories et périodicité confondues, pas moins de 560 titres¹ ? Et que signifie,

1. Il y a sans doute quelque exagération dans ce chiffre fournie par *Arabies* (mai 1999) ; de nombreux titres doivent être comptés deux ou plusieurs fois. Il n'en est pas moins indicatif d'une réalité : celle de l'effervescence du marché de la presse au Maroc, qui fait que publier un journal, une revue ou un magazine apparaît comme une activité éminemment rentable.

dans un pays où l'aléa climatique demeure le principal déterminant des performances économiques et des marges de manœuvre budgétaires, l'irrésistible engouement qui s'est emparé de cette presse, en particulier francophone, toutes appartenances politiques et idéologiques confondues, pour l'économie, la finance, les marchés, etc., au point de susciter la création de plus de soixante titres spécialisés et qu'il s'en crée de nouveaux pour ainsi dire chaque semaine.

Les marchés comme spectacle

29 mai 1999 : clôture « en apothéose » du « Premier championnat national de la Bourse » organisé conjointement par la Bourse des valeurs de Casablanca, Wafa Gestion, la Fédération nationale des Clubs d'Investissement français et *La Nouvelle Tribune* qui couvre l'événement, au terme duquel « vingt-cinq candidats ont été récompensés après une finale qui a mis en lice les 120 meilleurs "boursicoteurs" du concours, sélectionnés après une bataille de quatre mois » (*Nouvelle Tribune*, 3 juin 1999) ! Saisissant raccourci... Les marchés et la finance – il n'est pas question ici de l'économie comme lieu du marasme réellement existant – se donnent à voir dans la logique de leur expansion, en explicitant en quelque sorte les modalités et les conditions mêmes, comme on prouve le mouvement en marchant. Annonces légales, appels d'offre, cours des bourses locales et internationales, marché des taux, publications de bilans, OPA, annonces de regroupements ou de fusions, analyses de situations boursières, conseils aux épargnants et aux spéculateurs envahissent les colonnes et se répondent d'un magazine à l'autre. Les marchés et la finance, c'est d'abord, ici, la *publicité qu'ils se font à eux-mêmes* : les Eaux minérales d'Oulmès, filiale du groupe Holmarcom et ci-devant entreprise largement familiale, invitant les épargnants, sur deux pleines pages dans toute cette presse, à « donner de la vitalité à leur capital » ou à « offrir de la fraîcheur à leurs placements » en profitant de son introduction en bourse à pas moins de 1 100 dirhams l'action ; Siemens – « fiabilité allemande, créativité marocaine » – mobilisant, également sur deux pleines pages, la puissance et la vélocité de Hicham El Guerrouj, champion du monde et recordman du 1 500 mètres, pour se positionner dans la compétition pour l'attribution du deuxième réseau GSM ; le groupe Upline Securities, « spécialiste indépendant des marchés financiers au Maroc », choisissant un terrain de golf – sport dont on connaît la popularité au Royaume chérifien – pour sa stratégie de communication ; Coca Cola, dont les différentes spécialités accaparent déjà 80 % des parts de marché et qui se lance à la conquête des campagnes marocaines à grand renfort de concours et de distributions publicitaires et annonce son intention de dépenser

6 millions de dirhams pour atteindre 831 souks ruraux... On ne s'attardera pas ici sur l'image convenue du Maroc que donnent ces publicités : jeune, moderne, émancipé, mixte, à l'exotisme soigneusement contenu..., sinon pour souligner la professionnalisation, dans ce registre largement « mondialisé », d'annonceurs dont les modes de fonctionnement et la production, notamment audiovisuelle, restent par ailleurs largement « archaïques » et « anarchiques », de l'aveu même du président de l'ADAM (Association des Annonceurs du Maroc), en l'absence en particulier d'indicateurs valables et de ce qu'il désigne comme un « code de déontologie » (*Economie*, 4 juin 1999).

Des métiers virtuels

Deuxième registre de visibilité ou de visibilisation de la finance et des marchés : les « nouveaux métiers » qu'ils suscitent et les formations, quasi exclusivement privées et onéreuses supposées y donner accès – intermédiation boursière, capital investissement, gestion de portefeuilles, bancassurance, négociation... –, dont l'émergence, dans les conditions de concurrence imposées par la globalisation, accompagne ou devrait accompagner « la vague de changement qui se profile [et qui] ramènera la timide expérience de la libéralisation bancaire des années 80 à un simple épiphénomène ». Rien moins qu'une « refonte totale du capitalisme marocain qui pointe à l'horizon » (*Le Journal*, 5 juin 1999). C'est Régus, opérateur européen de centres d'affaires, équipant deux étages du Twin Center, fleuron du « nouveau quartier des affaires » de Casablanca pour « répondre aux besoins des multinationales cherchant à avoir un accès facile sur le marché » et faire que « louer un bureau à tout moment [soit aussi facile que de] louer une voiture ou réserver une chambre d'hôtel » (*L'Economiste*, 9 juin 1999) – dans un pays où les départements des universités sont le plus souvent dépourvus de téléphone ; c'est encore Performances, société spécialisée dans le *time share*, signant une convention avec Interval International, bourse d'échange de plus de 2 000 hôtels et résidences, pour introduire ce « produit » d'investissement au Maroc – coût de la semaine de propriété partagée : de 15 à 30 000 dirhams !

Des nouveaux métiers qui sont surtout des « nouveaux produits » et qui consistent, pour l'essentiel, à trouver de nouveaux moyens pour utiliser de l'argent que l'on a déjà ou celui que d'autres veulent bien vous confier, activité aussi ancienne que l'accumulation primitive, mais qui implique que celle-ci ait déjà eu lieu – ce qui limite sans doute singulièrement leur intérêt du point de vue des diplômés chômeurs qui enchaînent manifestations et *sit-in*. A moins que les dits *diplômés-chômeurs* ne parviennent à tirer profit

des conseils que leur prodigue doctement Bill Gates, chroniqueur à la petite semaine de la très libérale *Vie économique*, comme en ce 4 juin 1999 où le patron de Microsoft exposait « les dix qualités d'un bon employé », incité à toujours « analyser les problèmes mais à éviter d'être en proie à l'immobilisme d'analyse », conseil qui devrait, à n'en pas douter, inciter les *diplômés-chômeurs* à renoncer à la tactique du *sit-in*. Des nouveaux métiers où, par ailleurs, tous les coups restent permis : ainsi de ce cadre supérieur d'une société de crédit, parti à la retraite en empochant, comme c'est l'usage dans la société en question, une prime de 150 000 dirhams – prime dont une manipulation malveillante a fait imputer le versement à la Campagne de solidarité nationale pour la lutte contre la pauvreté, manœuvre visant à déstabiliser sa direction dont le Conseil d'administration regrette dans un communiqué « que les auteurs de cette malveillance aient utilisé, pour parvenir à leurs fins, la noble cause de cette campagne et présente ses excuses à SAR le Prince héritier Sidi Mohammed, président de son Comité national d'Ethique »¹.

Ce sont encore les multiples forums, salons, conférences, séminaires, dont les débats fournissent une inépuisable matière à cette presse économique et dont le principal enjeu est de mettre sans relâche en présence, sur le théâtre des grands hôtels du pays, les différents protagonistes de cette scène – ministres, banquiers, consultants internationaux, opérateurs, parfois quelques universitaires et autres représentants de la « société civile », mais presque jamais des syndicalistes... –, la principale raison d'être de ces manifestations résidant dans les « signaux » qui s'y échangent, dont on escompte qu'ils seront reçus par leurs destinataires, locaux et internationaux, et produiront leurs effets sur « les marchés », à l'instar des promesses qui n'engagent, comme chacun sait, que ceux qui les croient. Il y est question, bien sûr, de « globalisation », de « mondialisation » et des conditions de l'intégration du Maroc dans ces processus : « Notons, à ce propos, souligne *La Vie économique* (4 juin 1999) que l'Observatoire de la compétitivité internationale de l'économie marocaine (OCIE), pour l'année 1998, classe notre pays en terme de « dynamisme financier » et de « composante du marché boursier » dans la tranche inférieure des résultats intermédiaires ».

L'on ne s'étonnera pas que le ton général des propos tenus lors de ces assises soit le plus souvent en double part, positive et négative, optimiste et pessimiste. Le fait même qu'elles aient lieu, que cette presse existe et se diversifie – et qu'elle gagne de l'argent, grâce à la publicité plus qu'à ses ventes –, qu'un concours de

1. Communiqué publié dans la plupart des titres de la presse économique.

« boursicoteurs » puisse être organisé à Casablanca, que Hicham El Guerrouj prête sa notoriété à une campagne de publicité, comme l'émergence même de ces nouveaux métiers et de ces nouveaux produits, atteste que le Maroc est bien né aux marchés et qu'ici comme ailleurs la globalisation produit ses effets, pour le meilleur ou pour le pire. Même si, paradoxalement, la plupart des observateurs sont d'accord pour reconnaître que c'est précisément le caractère encore limité de l'intégration du Maroc sur ces marchés (et non la bonne santé des entreprises marocaines) qui a épargné à la bourse de Casablanca les turbulences qui ont affecté, de par le monde, les places financières des « pays émergents ». Dans cette logique « optimiste », les différents processus sont liés : au plan financier, ce qui est en train de se jouer entre les grands groupes industriels, les banques et leurs partenaires étrangers, c'est « la course à la masse critique et la fin programmée du carcan protectionniste », ce qui ne saurait aller sans des « décroisements » d'intérêts étroitement intriqués – ce qu'un banquier désigne pudiquement comme « l'extrême "proximité" en capital des opérateurs » (*ibid.*).

Au plan économique, ce qui est engagé, c'est bien la « restructuration industrielle » dont, proclame la Banque commerciale du Maroc, apostrophant les entrepreneurs marocains, « vous en avez la volonté, nous en avons les moyens », restructurations fautes desquelles les estimations varient quant au pourcentage d'entreprises marocaines qui seraient vouées à disparaître.

Enfin, au plan politique, la réforme de l'administration devrait venir rendre possible et accomplir les promesses de l'insertion du Maroc dans le système mondialisé des échanges, parachevant sa « mise à niveau » – la réforme de l'administration, c'est-à-dire une formule idéale où l'Etat, sans intervenir dans le jeu des marchés, « stimulerait » l'investissement, encadrerait et moraliserait les interactions entre les acteurs, prenant enfin acte du fait que « le monde appartient depuis bien longtemps aux entrepreneurs et non aux politiques », selon la forte formule du Directeur général des Brasseries du Maroc (*ibid.*).

Tableau idyllique, vision prospective, voire utopie, dans un pays où seulement 4 % des ménages ruraux disposent d'un accès direct à l'eau courante et moins de 15 % à l'électricité ? Il y a de cela dans les débats dont fait l'objet le processus multidimensionnel de « mise à niveau » en cours dans l'économie et la société marocaines, dans la perspective de plus en plus pressante de l'entrée en vigueur des accords euro-marocains. Mais d'autres choses peuvent être lues entre les lignes, plus inquiétantes, plus subversives, qui énoncent le découplage de la sphère financière et de la sphère économique,

cette plaie des « pays émergents ». De quoi parle-t-on, en effet, dans la presse économique, au moment où s'écrivent ces lignes¹ ?

Des marchés en soi et pour soi

De la banque, incontestablement le secteur le plus florissant, sinon le plus dynamique, de l'économie marocaine depuis que l'Etat a renoncé, dans la logique de l'ajustement structurel, à imposer au secteur bancaire « le rôle principal [dans] le financement des secteurs stratégiques de l'économie et [à lui faire porter] le lourd fardeau du déficit budgétaire de la nation ». Un secteur où, dans un contexte de marasme économique récurrent, effet des caprices de la pluviométrie sur la production agricole et le budget de l'Etat, il reste possible de « faire de l'argent » : « Les banques marocaines restent rentables. Avec un taux d'inflation bas, leurs marges sont confortables (5 %). (...) La moyenne du rendement des fonds propres pour le secteur est de 10 % et le rendement sur actif s'établit à 1 %, ce qui dépasse les résultats enregistrés en Europe et aux Etats-Unis². » ! Un secteur aussi où privatisation rime avec concentration, avec par exemple la fusion annoncée de Wafa Bank et du Crédit du Maroc, dans une logique de spécialisation de plus en plus poussée des « métiers » où les différents établissements rivalisent d'inventivité pour proposer à des clientèles de plus en plus ciblées des produits bancaires et d'investissement de plus en plus sophistiqués. La question n'est pas tant de savoir si ces clientèles existent autrement que dans les pages de publicité pour les produits bancaires qui font le bonheur de la presse économique, dans un pays où sans doute moins de 2 % des ménages utilisent un compte en banque et où la plupart des établissements commerciaux considèrent encore les chèques avec la plus extrême méfiance, mais bien celle de l'utilisation qu'elles font des ressources qu'elles drainent depuis qu'elles ne sont plus tenues de « financer les secteurs stratégiques de l'économie ». Le PNB – Produit national bancaire, à ne pas confondre avec le Produit national brut –, de l'intermédiation aux commissions : façon pudique d'évoquer la reconcentration des banques, « dans un mouchoir de poche », en direction des activités boursières : « Les banques sont très présentes dans l'intermédiation boursière. Sur les treize sociétés de bourse en activité, dix sont des filiales de banques. La montée en régime de la bourse a également favorisé l'éclosion de plusieurs sociétés de gestion de portefeuilles (ou vice versa), toujours initiée

1. Ce qui suit s'inspire du dépouillement d'un mois de l'ensemble de la presse économique marocaine, non pour en rendre compte de façon exhaustive mais pour tenter de comprendre comment s'articulent les débats qu'elle relaie.

2. Le Journal, 5 juin 1999. C'est moi qui souligne.

par les banques » (*ibid.*). Et que dire de la compétition que se livrent les banques, dans le même mouchoir de poche, sur le marché du crédit à la consommation, du *leasing* ou du crédit immobilier ? Est-ce un raccourci trop abrupt que de souligner la concomitance de cette « autosatisfaction » de rigueur dans le secteur bancaire, et l'imminente explosion de ce que le supplément économique du *Quotidien du Maroc* désigne comme une « bombe à retardement », en substance l'accumulation de dossiers litigieux et l'ouverture de dizaines de poursuites contre des bénéficiaires de « crédits jeunes promoteurs » — ambitieux programme gouvernemental mis en œuvre au début des années 1990 pour aider à la création de 10 à 20 000 « *start up* » par an et qui n'a permis de donner le jour, en près de dix ans, qu'à moins de 10 000 jeunes entreprises, avec plus d'un tiers de « casse » — auprès de la Trésorerie générale du Royaume, des jeunes promoteurs dont la plainte, lancinante et répétitive, est précisément de n'avoir pas été suivis par les banques (*Economie*, 4 juin 1999).

De la bourse, donc, autre motif de concélébration pour la presse économique marocaine dont elle est, pour une large part, la raison même d'exister, quels que soient par ailleurs les résultats enregistrés par la place de Casablanca, pour le moins atone depuis les moments d'euphorie vécus fin 1998, dans le contexte des privatisations de nombreuses entreprises publiques. Le contraste est saisissant entre l'optimisme des professionnels, à commencer par les membres du Conseil d'administration de la Bourse de Casablanca, dont la dernière réunion, consacrée à la préparation d'un cahier des charges de cet organisme en tant que service public, « s'est déroulée dans d'excellentes conditions, marquées notamment par la bonne humeur, annoncent des sources sûres » (*Nouvelle Tribune*, 10 juin 1999), et l'amère réalité du quotidien boursier où « la torpeur des investisseurs (pour ne citer que ceux-là) ne se mesure que par l'ampleur des dégâts : une perte de tous les gains enregistrés depuis près d'un an » (*Finance News*, 3 juin 1999). L'existence même d'une bourse des valeurs à Casablanca apparaît comme une nécessité de « *standing* » dans le Maroc de la « mise à niveau », indépendamment de l'existence ou non d'une culture boursière et de la capacité de la place à entretenir un marché actif dans un pays où la majorité des entreprises, y compris les plus grosses, continuent à être fondamentalement familiales et entendent bien le rester. De ce point de vue, les prévisions des experts (+15 % pour 1999, alors même que le mois de mai clôtura à -6,92 % après près d'un an d'érosion continue) n'ont de valeur que « performative » ou « cosmétique » : anticipation d'un renversement de tendance

que guettent les professionnels et qu'ils s'efforcent d'impulser sur le mode du vœu pieux, sur un marché dont la plupart des observateurs s'accordent à constater la faible intégration dans la sphère financière internationale.

Culture boursière ou pas culture boursière, les spéculateurs, eux, ne suivent pas : « Les épargnants se sont retirés de la Bourse, explique un gestionnaire de fonds de placement à *La Nouvelle Tribune*. D'habitude, on arrive à raisonner avec les clients, en leur soulignant la nécessité de placer son argent à moyen terme, mais là, les souscripteurs sont sortis en masse. Impossible d'arrêter l'hémorragie. » (10 juin 1999). Résultat, une chute de près de 60 % en moins d'un mois des souscriptions en action et l'explosion du marché obligatoire. D'où le deuxième *trend* du discours sur la Bourse, où les déçus de la finance rejoignent les déçus de l'alternance pour constater que, malgré une « modernisation drastique » de la place casablancaise, « les forces du marché, seules, ne sauraient mettre en branle [un véritable programme de relance de l'économie] sans une vision politique plus saine qui devrait éradiquer les effets néfastes de la consanguinité que connaît encore le monde des affaires » (*Le Journal*, 5 juin 1999). Ce diagnostic, c'est celui de la bourse comme théâtre d'ombres, non pas tant lieu où peut se valoriser une épargne difficilement constituée – en particulier par les RME (résidents marocains à l'étranger) courtisés de façon insistante pour, sinon investir, du moins spéculer au Maroc – que l'un des mécanismes de concentration ou de surconcentration du capital marocain. Ce sont les grands groupes qui font la cote, note *La Nouvelle Tribune*, ce qui ne préjuge pas de la participation des petits porteurs à ces mouvements, mais témoigne de la réalité des mécanismes et des intérêts à l'œuvre dans les recompositions en cours. L'on conçoit que les déboires enregistrés par les petits spéculateurs aient pu suffire à faire douter ceux-ci de la réalité de la « mise à niveau boursière », au point, écrit *Finance News* « que l'on imagine mal comment, au vu des dégâts, cette place pseudo-émergente pourrait colmater les brèches de l'insoutenable morosité dans laquelle elle s'est enlisée » (*Finance News*, 3 juin 1999).

Peut-on voir dans la presse économique, ou dans le virage « économiciste » de la presse marocaine, si l'on ose cette facile métaphore, le reflet démultiplié d'une bulle, à la fois symptôme et modalité de son gonflement ? La question ne vaut d'être posée que si elle suscite des réponses contradictoires, à l'aune de la réalité même des processus auxquels elle se réfère. Oui, si l'on considère le procès par lequel un segment de l'économie et de la société

marocaines — d'aucuns diront de son âme — s'extériorise et s'insère dans l'univers globalisé — énième version du partage entre « pays utile » et « pays déshérité » : la banque, la bourse, les télécoms, le tourisme aussi, dont il n'a pas été ici question, interfaces entre le local, c'est-à-dire de plus en plus les individus, engagés dans leurs stratégies de (sur)vie, et l'universalité des rapports marchands, auxquels reste pour une large part étranger le « pays réel ». C'est ici le lieu du volontarisme, où le principal enjeu en débat est de savoir comment forcer le destin : faire que le pays utile, moderne, mondialisé, accroche à sa roue le pays laissé-pour-compte et fasse advenir une modernité partagée, où la progression des réseaux GSM suive celle du réseau routier ou des adductions d'eau ou d'électricité et non la précède. Non, si, comme le souligne cet économiste, ci-devant marxiste et qui le reste, les banques, la bourse, les télécoms constituent le noyau dur de l'économie formelle : celui qui accepte de payer ses impôts, de publier ses comptes et de soumettre ses bilans à la sanction des marchés — et qui pourrait constituer les bases d'une économie sociale « moderne », c'est-à-dire non clientéliste ou néo-patrimoniale, fondée sur le salariat et la valorisation des ressources humaines en même temps que sur une juste rétribution de la valeur ajoutée. Façon de dire que ce qui est important, dans la bulle, ce sont les acteurs qui s'y meuvent, ce qui appelle, au regard de la presse économique, une série de notations. A propos des femmes, d'abord, qui n'apparaissent pas, ou pas seulement, sur cette scène, comme simple consommatrices, êtres de publicité voués à la pure et simple valorisation de produits, mais bel et bien comme acteurs à part entière, managers, experts, cadres, etc., mis en avant dans la stratégie de visibilité de ces entreprises candidates à l'entrée dans l'univers globalisé. A propos des jeunes, ensuite, qui, de la même façon, ne constituent pas une simple classe d'âge ou le support d'une image de marque mais bien comme ceux qui, par les formations qu'ils reçoivent et les responsabilités qu'ils exercent, ont vocation à faire accéder le Maroc à cet univers globalisé. A propos de la « société civile », enfin, pour laquelle les marchés constituent un terrain ou un prétexte privilégiés de mobilisation, notamment à travers les campagnes de lutte contre la corruption.

Alors peut-être, en effet, anticipation du Maroc à advenir ? !

Rabat, juin 1999

ALAIN ROUSSILLON est directeur du Centre d'études en sciences humaines et sociales à Rabat.

Il a co-écrit avec Abdellah Saaf un essai sur la politique du Maroc des années 30, *Les Gens du navire ou le XIV^e siècle*. Son dernier ouvrage traite de la politique égyptienne moderne.